



RECLAIM THE FIELDS



BULLETIN N°5
FÉVRIER 2012

VERSION EN FRANÇAIS



Qui sommes-nous? 4

RESULTATS DU CAMP À ROSIA MONTANA

Evaluation des outils de RtF	6
Reflexion sur le camp a Rosia Montana	10
Au printemps, sors tes écouteurs !	16

SUIVI DES GROUPES LOCAUX

Le Sabot: special airport rural fight !	18
Compte-rendu des 2èmes rencontres francophones	24

LUTTES CONTRE DES PROJETS STUPIDES

Construction d'une centrale nucléaire en Biélorussie	28
Le programme de barrages hydroélectrique au Portugal	30
Lutttes contre les mines de cuivre et de molybdène en Turquie	34

LUTTES PAYSANNES AU-DELÀ DE RTF

Un mouvement européen pour la Souveraineté Alimentaire	36
Deux chansons sur les Diggers	38
Sortons de nos jardins privés	42
Lutttes écologiques en Turquie	46

Si vous voulez aider à la traduction du bulletin en anglais dans votre propre langue, contactez votre groupe local ou l'équipe du bulletin. On vous aidera à l'éditer et à le publier :
bulletin@lists.reclaimthefields.org

Pour rejoindre l'équipe de traduction francophone :
traduction@lists.reclaimthefields.org

QUI SOMMES-NOUS?

Nous sommes des jeunes paysan.ne.s, des sans-terre et des paysan.ne.s en devenir, ainsi que des personnes qui veulent retrouver le contrôle de la production alimentaire.

Nous appelons «paysan.ne» quelqu'un qui produit de la nourriture à petite échelle, pour sa famille ou pour la communauté, et qui éventuellement en vend une partie. Nous incluons également les travailleur.euse.s agricoles.

Notre but est d'encourager les gens à rester ou à retourner en milieu rural. Nous promouvons la souveraineté alimentaire (définie dans la Déclaration de Nyeleni) et l'agriculture paysanne, particulièrement auprès des jeunes et des citoyen.e.s, ainsi que des modes de vie alternatifs. En Europe, le concept de « Souveraineté alimentaire » n'est pas très commun et peut être clarifié par des idées telles que « l'autonomie alimentaire » et le contrôle des systèmes d'alimentation par les communautés au sens large, et non pas seulement les nations ou états. Nous sommes déterminés à créer des alternatives au capitalisme au travers d'initiatives et de modes de production coopératifs, collectifs, autonomes, répondant à nos besoins et à petite échelle. Nous mettons nos idées en

pratique et nous associons les actions locales aux luttes politiques globales.

Pour atteindre nos objectifs, nous mettons en place des actions et des groupes militants locaux, et nous collaborons avec les initiatives existantes. C'est la raison pour laquelle nous choisissons de n'être pas un groupe homogène, mais bien de nous ouvrir à la diversité des acteurs qui luttent contre le modèle de production alimentaire capitaliste. Nous mettons en avant les thèmes de l'accès à la terre, de l'agriculture collective et du droit aux semences. Nous renforçons notre impact en collaborant avec des activistes qui agissent sur d'autres thèmes mais partagent la même vision sociale.

Cependant, notre ouverture a ses limites. Nous sommes déterminés à reprendre le contrôle de nos vies et refusons toute forme d'autoritarisme et de hiérarchie. Nous nous engageons à respecter la nature et les êtres vivants, mais nous ne tolérerons jamais aucune forme de discrimination, qu'elle soit basée sur la race, la religion, le genre, la nationalité, l'orientation sexuelle ou le statut social. Nous refusons et nous opposons farouchement à toute forme d'exploitation

des personnes. Avec la même force, nous agissons avec convivialité, faisant de la solidarité une pratique concrète de notre vie quotidienne.

Nous soutenons les luttes et visions de la Via Campesina, et travaillons pour les renforcer au niveau des jeunes européens. Nous souhaitons partager les connaissances et l'expérience acquise au fil des années de militance et de vie paysanne, et les enrichir avec les perspectives de celles et ceux d'entre nous qui ne sont pas, ou pas encore, paysannes. Nous souffrons tou.te.s des conséquences des mêmes politiques et participons à la même lutte.

EVALUATION DES OUTILS DE RTF

OBJECTIFS

FONCTIONNEMENT

BULLETIN

- Garder une trace de ce qu'il se passe dans le réseau où beaucoup de gens vont et viennent
 - Etre un processus de création collective
 - Etre un outil de communication international pour des actions et débats d'idées (notamment les CR de l'AG précédente, des propositions pour la suivante)
- En 4 langues (anglais, français, allemand, espagnol)
 - Chaque assemblée organise la préparation du suivant (avant c'était les gens qui accueillaient l'AG qui géraient la parution, mais trop lourd donc depuis Londres : une équipe qui se constitue à l'AG)
 - L'impression et la distribution dépendent de chacun-e : en avoir toujours sur soi !

INTERNET

- Mise en commun d'infos.
 - Diffusions d'infos.
 - Gestion de listes de diffusion.
- Quelques personnes en assurent la gestion techniques.
 - Le contenu du site est normalement rempli par tout le monde.

GROUPES LOCAUX

- Liens entre étoiles de la constellations
 - Des groupes qui peuvent se réclamer ou non de RTF.
- Comme chacun-e veut...

EVALUATION

SUITE

BULLETIN

- Bons retours sur l'intérêt de ce bulletin, Mais ça demande beaucoup d'énergie, notamment la traduction.
 - Envie de changer la première page
 - Prochaine version sera proposée d'abord en anglais (mais les textes pourront être envoyés dans toutes les langues...) Et les versions traduites arriveront ensuite.
 - Nouvelles maquettes en préparation.
 - Idée d'une thématique commune par bulletin.
-

INTERNET

- Beaucoup d'outils ont été créés, mais personne ne les utilise...
 - Pas de nouveaux outils créés tant que les existants ne sont pas utilisés !
 - Réalisation d'un guide d'utilisation pour faciliter la participation au remplissage.
 - Remaniement de la structure pour le rendre plus accessible.
-

GROUPES LOCAUX

- Francophone
- Bretagne
- UK

ASSEMBLÉES EUROPÉENNES

- Rencontres sur des questions d'organisation et de débats.
- Tout les 6 mois, accueillie par un lieu différent.

CAMP EUROPÉEN

- Rencontres, échanges, vie du réseau.
- Cravirola, France.
– Rosia Montana, Roumanie.

GROUPE CARROTÉS

- Assure la continuité du processus entre les assemblées.
- Par liste de diffusion (message envoyé dans 2 langues).
– N'est constituée que de gens qui ont participé à un rassemblement/rencontre...
– Sans prise de décision.

GROUPES DE TRAVAIL THÉMATIQUES

- **Réseau de ferme** : réseau de formation.
- Par liste de diffusion.
- **Accès a la terre** : mutualisation d'infos sur les moyens d'accéder à la terre, soutien aux occupations de terre.
- **Semillas** : mise en place d'un réseau de conservation, compilation d'infos juridiques, réalisation d'un guide sur la multiplication et la conservation des semences.

ASSEMBLÉES EUROPÉENNES

- Barcelone, Basta, Wieserhoisel et Londres.
 - Le bilan varie selon chaque assemblée.
 - Quelques remarques sur le peu de gens qui y assistent (particulièrement des « locaux » du « pays hôte »).
 - Rappel de la nécessité de gens sur place pour l'organiser et d'infrastructures adaptées pour se réunir.
- Prochaine Assemblée du 29/02 au 02/03 près de Turin Au squat Metzcal.
 - Arguments : pour la première fois en Italie, position centrale, liens avec Val de Susa et la lutte anti LGV, liens avec des groupes locaux et des jardins collectifs,...

CAMP EUROPÉEN

- Dans deux ans...

GROUPE CARROTES

GROUPES DE TRAVAIL THÉMATIQUES

- Question des retours de ces groupes de travail (pas beaucoup jusqu'à présent)
 - Et de la transmission des informations et des missions quand des gens partent de ces groupes : s'assurer que les missions sont reprises !
- **Réseau de fermes** : validation d'une charte en France.
 - **Accès a la terre** : une page web sur le site avec tous les appels à occupation (avec un groupe de modération : écriture d'une charte de modération).
 - **Semences** : mise en place d'un site web et rassemblement de quelques jours avant l'AG de Turin pour échanger sur ces questions et préparer du matériel pour une campagne commune.

RÉFLEXION SUR LE CAMP A ROSIA MONTANA

QUI ÉCRIT CE TEXTE ?

Je faisais partie d'un groupe d'environ six personnes qui se sont impliquées dans l'organisation du camp en Roumanie, et aussi dans le travail sur place à Rosia Montana un mois avant le camp.

Ce récit est personnel et est le reflet de mon seul point de vue sur le camp et le processus qui a mené à son accomplissement. Quand je parle de « nous », du « groupe d'organisation », etc. j'indique mon point de vue sur ce qui s'est passé.

Quelques mots sur qui je suis, vu que je ne viens pas de Roumanie. Je suis socialisé-homme venant d'un milieu de blancs de classe moyenne, de ce bout de terre qu'on appelle Allemagne. Donc mon opinion sur la société Roumaine et sur la façon dont on fait les choses en Roumanie ne peut être que celle d'un étranger et je pense que c'est bon d'avoir ça en tête à la lecture de ce texte.

POURQUOI CE TEXTE ?

Il me semble essentiel de réfléchir sur la façon dont on a organisé le camp, quelles ont été les situations, questions, tâches difficiles et ce qu'on pourrait en retenir

pour l'organisation d'un prochain camp, qu'est-ce qui a ou n'a pas marché, etc.

Je vais essayer de formuler une réflexion critique sur le camp, en me concentrant sur les questions qui ont été importantes pour moi, aussi bien sur le processus qui a mené à l'accomplissement du camp que durant le camp. Je ne prétends pas avoir une vision globale de tout ce qui s'est passé avant et pendant le camp. Je veux également exprimer ma reconnaissance appuyée pour l'effort, l'énergie et l'esprit de toutes les personnes qui ont rendu possible le camp, son contenu et son atmosphère incroyable.

LE PROCESSUS D'ORGANISATION DU CAMP

Pour ma part le processus d'organisation du camp a commencé en 2010 à l'assemblée de Wieserhoisl en autriche lors de discussions sur où se tiendrai le prochain camp. Par la suite, quelques personnes sont allées à Rosia Montana pour se rendre compte du contexte local et rencontrer les personnes impliquées dans la lutte contre la mine. Ce processus a été rapporté lors de l'assemblée à Londres à Grow Eathrow, et la décision fut prise de faire le camp à Rosia Montana.

Le groupe qui a finalement organisé le camp était (plus ou moins) composé de six personnes qui parlaient de l'organisation du camp et de ce dont il y avait encore besoin de planifier et préparer, lors de conférence mensuelles sur Skype. Cinq de ces personnes sur six sont arrivées en Roumanie un mois à l'avance pour préparer le camp, s'occuper des détails pratiques et des choses qu'il y avait à faire, et deux semaines avant le camp d'autres personnes ont commencé à arriver et à mettre la main à la pâte de belle manière pour construire la cuisine et les autres infrastructures nécessaires au camp.

Cependant je pense qu'il est important de rappeler que les cinq-six personnes impliquées dans l'organisation étaient sensées se charger de la satisfaction de tous les besoins de base pour le bon déroulement du camp (espace, nourriture, eau, électricité, etc.), du contenu du camp (agendas pour les ateliers, projections de films, les sessions sur le processus RtF, le lien avec la communauté locale, etc.), mais encore d'autres grandes responsabilités telles la recherche de fonds ou la mobilisation.

Dans ce groupe trois personnes parlaient roumain, dont deux dont c'est la langue maternelle. Ces deux personnes sont aussi profondément impliquées dans la campagne « Sauvons Rosia Montana » et avaient donc plein de contacts de personnes ressources pour le matériel dont nous avons besoin pour le camp, mais elles ont donc fini avec plein de responsabilités pour à peu près tout.

SITUATION DU CAMP

Le camp s'est fait à Rosia Montana, village des montagnes Apuseni en Roumanie.

Le centre de Rosia Montana n'est desservi par aucune ligne de bus, les bus s'arrêtant à l'entrée du village, à 6 km à pieds du centre, constituant l'unique transport public disponible.

Le camp était situé sur un plateau au-dessus du village, accessible par via 1,5 km de petit chemin en montée. Le plateau est accessible en voiture, mais les routes sont en très mauvais état et la route d'accès ne passe pas par Rosia Montana mais par un village voisin.

Par conséquent la question du transport depuis et vers le camp était une question majeure et l'accès au camp était aussi pas mal restreint aux personnes capables de grimper et descendre cette colline tout le temps pour retourner au village, etc. La question du transport a été résolue pour les choses les plus nécessaires que nous devons transporter, même si au cours des travaux de préparation sur le plateau il nous est arrivé de ne pas avoir de voiture et le transport était rude. De même il n'y a pas eu grand chose à offrir aux personnes qui n'étaient pas trop en jambes pendant le camp.

INFRASTRUCTURES BASIQUES

Un des gros boulots avec lequel l'équipe d'organisation a dû composer était l'infrastructure basique du camp, soit l'espace pour les tentes, les toilettes, l'eau, la nourriture, etc., de même que les moyens financiers pour les obtenir (recherche de fonds).

Le camp était basé sur une propriété inutilisée, appartenant à une famille activement impliquée dans la résistance contre la mine. Les maisons ainsi que les prairies qui les entourent ont servi de terrain pour les différentes activités du camp. Les ateliers et assemblées se sont faites dans des tentes sur le plateau (qui

est une terre de pâturage communautaire pour boeufs, chevaux et moutons).

Une infrastructure de base était déjà en place pour le FanFest, un festival de musique organisé sur le plateau deux ans auparavant pour soutenir la résistance contre la mine. Le plus gros travail a été de construire les toilettes, d'avoir une cuisinière opérationnelle pour cuisiner pour peut être deux cent personnes, et, le plus urgent, d'avoir l'eau courante pour boire et cuisiner.

Certaines de ces tâches se sont révélées plus dures que ce que l'on imaginait et certaines n'ont été finies que le jour même de l'ouverture du camp. Les deux personnes ayant le roumain pour langue maternelle étaient constamment submergées de mails à écrire et d'appels à faire pour les choses qui manquaient encore, par exemple en essayant d'organiser les tentes pour y tenir les assemblées, les gamelles pour la cuisine, et ainsi de suite.

Mais alors que de plus en plus de personnes commençaient à arriver les questions de survie étaient plus ou moins résolues et il y avait le temps pour se tourner vers ce qui allait effectivement arriver pendant le camp et comment il allait être structuré.

CONTENU

La question de comment structurer le camp, c'est à dire de planifier les ateliers proposés, collectés d'avance par le groupe d'organisation, et les sessions sur le processus RtF, n'avait pas vraiment été abordée par nous, qui avions passé un mois à essayer de réunir toute l'infrastructure basique nécessaire. Ce qui avait été fait était de concevoir une proposition pour la structure quotidienne du camp, des heures de début pour la plénière du

matin et des moments de repas, ainsi que des moments pour une manifestation programmée et des créneaux pour le processus RtF, donc en gros juste un emploi du temps approximatif avec beaucoup d'espace vide.

Donc deux jours avant le camp (à peu près) un groupe de personnes qui venaient d'arriver on commencé à planifier la première journée du camp, qui était supposée être un jour pour l'accueil, se rencontrer les un.e.s les autres, et partager sur pourquoi on était là. Ça a marché assez facilement, et pendant ce temps un autre groupe de personnes avait organisé l'emploi du temps pour les ateliers, les discussions, les groupes de travail, les réunions, etc. Tout cela a ensuite été peint sur un mur et chacun.e a pu, de manière participative, afficher son propre contenu quand il.le le voulait, avec des créneaux réservés pour la manifestation du samedi et d'autres pour le processus RtF.

Cette tentative d'emploi du temps a été remise en question le deuxième jour quand à peu près tous les ateliers ont été annulés pour parler de la manifestation qui devait avoir lieu deux jours plus tard. Ce changement d'horaires s'est perpétué tout au long du camp, ceci dû au fait que les assemblées du matin prenaient plus de temps que prévu et qu'une action directe été planifiée en plus, ce qui a annulé encore un jour d'ateliers.

Bien que tout le monde était conscient que ces changements d'horaire étaient inévitables beaucoup étaient frustré.e.s par l'annulation d'ateliers ou parce qu'il.le.s ne pouvaient participer à certains ateliers vu qu'on devait en mettre de plus en plus dans chaque créneau pour en caser le plus possible.

Une autre grosse charge de travail a été constituée par les moments consacrés au processus RtF qui devaient être une opportunité de réfléchir sur le processus qui fait RtF depuis le dernier Camp en 2009 à Cravirola. Ainsi qu'une évaluation de si les outils que RtF a créés, tels le bulletin, le site internet ou les assemblées, fonctionnent ou pas et de comment RtF veut, devrait ou pourrait progresser.

Ces sessions ont été préparées sur place par un troisième groupe de personnes, dont la plupart étaient impliquées dans RtF depuis un moment d'une manière ou d'une autre.

Les actions, ateliers, etc. qui ont émergé de ce processus spontané (certains.e.s diraient chaotique) ont été bien reçues et pleins de personnes se sont senties capables de s'y joindre, de participer et de prendre des initiatives durant le camp. Mais certains ateliers se sont perdus en route et n'ont pas été faits, de même que certaines personnes ont eu la sensation qu'il y a eu trop de discussions en plénière durant des heures à propos des actions alors que ça aurait pu être fait en petits groupes de personnes voulant faire, planifier et coordonner ces actions. Ce qui a fonctionné de manière très fluide, et bien, ça a été la coordination avec la communauté locale en résistance, car il.le.s étaient toujours consulté.e.s au préalable à propos des actions et de si il.le.s étaient d'accord avec de telles actions ou pas.

Un point qui avait été mis au programme, et qui s'est plus ou moins perdu, était à propos des échanges de savoir-faires, des ateliers et des travaux avec la communauté locale. Ceci en partie dû au « groupe d'organisation » qui n'a pas pu obtenir de la part de la communauté locale une information claire sur quand et où cela

pourrait être possible, ainsi qu'à la surcharge de travail que nous essayions de gérer.

Personnellement je pense que c'était l'un des points faibles, car cela a empêché les personnes du camp et de la communauté locale de se mettre en contact par le travail pratique et l'interaction, et de sentir l'autre. Malgré tout il y avait une bonne camaraderie et des interactions avec la communauté locale qui ont connecté toutes celles et ceux (j'espère) qui étaient sur le camp, à la résistance de Rosia Montana et aux personnes en résistance, mais ça aurait pu et aurait dû être plus mis en avant. De mon point de vue du moins.

INTERPRÉTATION

Dès le début du camp l'anglais a été la langue la plus parlée. Cela a posé des difficultés à certaines personnes, car elles n'étaient pas aussi à l'aise avec cette langue que d'autres et avaient par conséquent des problèmes pour donner leur opinion en assemblée ou avaient l'impression qu'elles ralentiraient le processus si tout le monde avait besoin d'interprétation pour les comprendre. Nous avons, avec l'aide du collectif COATI, mis en place un équipement et trouvé des interprètes volontaires. Comme nous nous attendions à ce que plus de roumain.e.s viennent, l'interprétation était plus dirigée vers les personnes parlant roumain que vers les autres langues. Finalement les interprètes en ont eu un peu marre de traduire dans une langue dont très peu de personnes avaient besoin ou parlaient. Et peu de personnes même prenaient le soin de prendre une radio au début des assemblées (dont les personnes avaient besoin pour entendre l'interprétation), ce

qui a rendu la chose encore plus difficile pour les personnes qui voulaient parler dans leur propre langue car elles avaient la sensation qu'elles gêneraient à obliger tout le monde à prendre une radio.

PRÉSENCE ET MOBILISATION

Une des choses qui pose vraiment question est pourquoi si peu de personnes de « l'Europe de l'Est » étaient présentes alors que le but du camp était de sauter le pas entre être une constellation « d'Europe de l'Ouest » et se connecter à d'autres parties plus lointaines de l'Europe, principalement à d'anciens états de l'ex-Union Soviétique ou communistes. De mon point de vue le camp a échoué sur cet aspect, car même si il y avait des personnes des « pays de l'Est » et même des personnes qui venaient de pays lointains comme la Turquie, la présence des roumain.e.s était vraiment plus faible que ce qu'on avait espéré, de même que pour d'autres pays de la région.

Je pense qu'une analyse profonde de pourquoi cela est arrivé ne peut être faite par moi seul, car je ne suis pas conscient de toutes les implications du contexte local et des situations. Une autre chose dont je veux encore parler est que je ne suis pas sûr de si on a bien atteint les gens ou pas, en les informant du camp, et cela reste pour moi une question ouverte actuellement, et ce dont j'ai personnellement pris conscience, c'est qu'il pouvait être difficile pour certaines personnes de prendre des vacances pour venir en Roumanie pour un camp de dix jours, vu que la structure sociale des anciens pays communistes semble être assez différente de celle des pays du bloc capitaliste d'après guerre froide. Cepend-

ant je pense qu'on a essayé et que les choses ont changé. Comme le prouve ce bulletin, des personnes ne provenant pas de « l'Europe de l'Ouest » y ont contribué et de ce point de vue nous avons réussi à nous étendre d'une certaine manière.

QUESTIONS OUVERTES

Il y a quelques points que je n'ai pas encore abordés, dont pour certains je suis conscient et concerné, et certains sont des taches d'ombre dans ma mémoire. Un point dont je veux encore parler est la question du genre, la façon dont c'était vécu, perçu et pratiqué durant le camp. Mais je me sens incapable de le faire suffisamment dans ce texte, étant donné que la question ne se résume pas au camp et à ce qui s'y est passé. Donc ma proposition est d'avoir une session à Turin sur le genre et sur le rôle qu'il joue dans la structure et les activités de RtF, de sa part dans nos activités en tant que constellation transnationale et de comment faire de la confrontation à cette question un mouvement continu dans les activités de RtF.

CONCLUSION

L'un dans l'autre le camp a été une expérience incroyable qui, pour moi, a été vraiment chouette et très dynamisante. D'avoir tant de personnes venant de luttes et milieu différents et une atmosphère si sympathique et accueillante planant sur le camp a largement compensé ce que j'ai pu critiquer dans ce texte.

Et puis ce mois passé en Roumanie à travailler sans relâche sur le camp avec quatre personnes fabuleuses m'a rendu très heureux; même si le processus nous a donné du fil à retordre et qu'il y a eu de

nombreuses situations stressantes ça a été un moment et une opportunité incomparables de vous connaître tou.te.s les quatre, merci beaucoup !

Comme l'idée de ce texte était de réfléchir sur le camp et peut-être de faire quelques suggestions sur ce qui pourrait être amélioré pour l'organisation du prochain camp, voici quelques points que j'ai en tête.

- A l'heure de choisir le lieu du camp prendre en compte s'il est difficile ou non à atteindre, et quelles inclusions et exclusions cela crée.

- Voir combien de personnes souhaitent réellement aider dans le processus d'organisation du camp.

- S'assurer que vous avez une ou deux personnes qui parlent couramment la langue du lieu (et encore mieux s'il y en a plus que de personnes qui ne parlent pas)

- Essayer de juger de la quantité de travail nécessaire à la construction des infrastructures sur le site du camp et voir si ça en vaut la peine ou si ça prend trop d'énergie.

- S'assurer que vous êtes assez pour porter et l'organisation des infrastructures, et le planning minutieux des contenus, de même que les questions d'organisation des emplois du temps, et de travailler avec des ajournements et des changements dans les horaires.

- S'assurer que les points importants de l'agenda sont préparés longtemps à l'avance.

- Passer un moment fantastique ensemble, ça ne devrait pas être du travail, mais du plaisir !

- Commencer à impliquer la communauté locale tôt dans le processus de l'organisation et rester en contact avec eux.

- Essayer d'avoir des accords fixes sur quand et comment il.le.s aimeraient s'impliquer, si c'est souhaité.

- Si le camp se tient dans une communauté en lutte, être attentif aux réactions de la police aux différents types d'actions, quelles actions seront raisonnables dans le contexte local et réfléchir à votre positionnement par rapport à l'action directe politique et si elle pourrait être inappropriée au contexte local.

- Vous partez, la communauté locale reste !

J'espère avoir mis quelques discussions en mouvement et avoir mis en avant certaines questions à considérer à l'heure de préparer un prochain camp. Faites attention, c'est une activité dynamisante, fun et agréable, qui est hautement addictive.

Si vous avez un commentaire ou voulez me contacter écrivez moi.

due@riseup.net

AU PRINTEMPS, SORS TES ÉCOUTEURS !

Cet article vous invite à réfléchir à l'utilisation de l'anglais comme langue de travail au cours des assemblées européennes de Reclaim the Fields.

Au cours du dernier camp Reclaim the Fields à Rosia Montana, on a pu bénéficier d'une interprétation simultanée. Le collectif COATI s'est proposé de mettre en place l'équipement adéquat pour couvrir deux des tentes et d'autres petits groupes. Deux technicien.ne.s étaient présent.e.s, un grand nombre de personnes venues pour le camp se sont offertes pour traduire, et finalement, six interprètes professionnelles sont venues, bénévolement, de Roumanie. Malgré tout cela, au cours des réunions, ateliers et présentations, la grande partie des interventions étaient en anglais. Très peu de gens ont parlé d'autres langues, et ce n'est que rarement qu'on a pu entendre le point de vue de personnes qui ne pouvaient pas bien s'exprimer en anglais.

Je me demandais pourquoi on entendait si peu de langues à part l'anglais. Plusieurs possibilités se sont offertes à ma réflexion. La première chose qui m'est venue à l'esprit est que peut-être tout le monde à Rosia Montana parlait bien anglais; ce que j'ai directement rejeté : moi-même je parle un anglais plutôt aléatoire, et en en parlant avec d'autres j'ai réalisé que je n'étais pas la seule. Ensuite j'ai pensé que peut-être certaines

personnes ne parlaient pas parce qu'elles n'avaient rien à dire; je me suis demandée si on n'avait rien à dire simplement parce que nous ne savions pas parler anglais. J'ai rejeté cette hypothèse parce qu'elle n'a pas de sens, et qu'elle me rend furieuse. J'en suis arrivée à une troisième option; peut-être que ceux qui ne parlaient pas anglais ne voulaient pas s'exprimer. Je n'ai pas trouvé cette hypothèse super convaincante sûrement parce que je savais, de par ma propre expérience, que ça n'était pas vrai. Mais ça m'a amené à une nouvelle option. Je me suis dit que peut-être que ceux qui ne parlaient pas anglais ne se sentaient pas à l'aise de parler dans d'autres langues même s'il y avait de l'interprétation simultanée. Et je me suis auto-convaincue que c'est ce qu'il m'arrivait même si je m'étais efforcée de parler ma propre langue plusieurs fois lors des réunions.

J'ai réfléchi à l'hypothèse de ne pas me sentir à l'aise même pour parler ma langue maternelle. J'ai partagé cela avec d'autres, et au final je pense que c'est pour cela que si peu de personnes parlent leur propre langue. Dans un contexte où l'anglais submerge toutes les autres langues, on a honte de parler une autre langue devant cent cinquante, vingt ou

quarante personnes, car ça signifie clairement qu'on n'est pas capable de le faire en anglais. Et par dessus le marché, pour que les autres puissent écouter ce qu'on dit, il.le.s doivent allumer leur radio, se mettre sur la bonne fréquence, ou se lever pour prendre une radio car pour eux ça allait de soi que la réunion allait être entièrement en anglais. L'intention de ce texte n'est pas d'expliquer en détails pourquoi une personne pouvait se sentir mal à l'aise de ne pas parler anglais. Les raisons pouvaient être multiples : parmi d'autres : visibiliser sa classe sociale, son niveau d'éducation, ses origines, le fait qu'elle n'ait jamais voyagé en dehors de son pays auparavant, etc.

Faire de l'interprétation simultanée, et avoir des réunions en plusieurs langues, même si cela aurait pu être possible techniquement, n'a pu être fait car nous sommes limités à faciliter la communication avec ceux qui ne parlaient pas anglais. Et pour cette simple raison, nous avons dû insister pour dire que c'était ok d'installer l'équipement et mettre les interprètes à contribution même pour qu'une seule personne puisse parler en confiance.

Je pense que nous avons besoin de réfléchir personnellement et collectivement sur l'utilisation de l'anglais dans notre constellation car, pour moi, ça joue un rôle important de définition de qui participe à nos assemblées européennes et à notre réseau. Qui peut bien parler anglais? Nous limitons nous à des personnes de classe moyenne ayant reçu une bonne éducation, descendantes de l'Europe de l'Ouest? Je crois que ça serait une honte de se limiter à ce type de personnes et d'exclure les autres.

Nous laissons le travail à moitié fait. RtF cherche à être une organisation di-

rigée par l'assemblée, travaillant de manière horizontale. On a choisi d'utiliser l'interprétation simultanée pour que chacun.e puisse participer et comprendre. Mais pour moi, ça ne veut pas seulement dire avoir l'opportunité de le faire, mais inclure aussi de se sentir à l'aise pour le faire. Et même si ça suppose de réduire l'utilisation de l'anglais en tant que langue de travail pour normaliser l'utilisation d'autres langues et l'interprétation simultanée, je pense qu'on devrait le faire.

Pour moi la gêne est minime : le temps supplémentaire induit par la traduction, le bourdonnement dans les oreilles, devoir mettre des écouteurs. Et les avantages valent vraiment la peine : si nous pouvons parler notre propre langue nous gagnons en acuité d'expression, profondeur de réflexion, fluidité, on défie les hiérarchies, et la diversité favorise la participation de tou.te.s.

Au cours du camp, certain.e.s ont tenté une stratégie pour encourager les personnes à parler leur propre langue en parlant d'abord un anglais correct, puis leur propre langue, forçant par conséquent chacun.e à mettre ses écouteurs, et à écouter la traduction. C'était bien mais pas assez pour inverser la tendance.

J'invite donc chacun.e à parler dans sa langue favorite, de façon à normaliser le fait d'avoir des réunions multilingues. Ceux qui ne parlent pas anglais pourraient ainsi sentir que cette interprétation n'est pas là seulement pour eux, mais que l'on choisit collectivement de rendre possible le fait de parler dans une langue avec laquelle on se sent bien, et qu'il.le.s ne sont pas des cas spéciaux pour qui un effort spécial doit être fait.

Parler dans ta langue préférée favorise la participation de tou.te.s, car le langage est pouvoir!

LE SABOT: SPECIAL AIRPORT RURAL FIGHT !

Voici plus de six mois que nous, collectif du Sabot, avons rejoint la dynamique d'occupation contre le projet d'aéroport à Notre Dame Des Landes.

Ce texte est l'occasion de donner des nouvelles de notre activité maraichère, et de partager nos réflexions autour de l'occupation comme moyen de lutte contre les projets stupides.

CONTEXTE HISTORIQUE

C'est dans les années soixante que les habitant-e-s de Notre Dame des landes et des bourgs alentours entendent pour la première fois parler d'un projet d'aménagement à grande échelle qui viendrait détruire leur terre de bocage. Il s'agit de construire un aéroport international pour faire décoller le concorde, tout jeune fleuron supersonique de l'industrie française, depuis Notre Dame des Landes pour permettre à celui-ci de franchir le mur du son en arrivant au dessus de l'atlantique. Dans une perspective de développement, un aéroport sur cette zone géographique donnerait à la région une ouverture directe sur le monde, avec à la clé des retombées économiques directes.

Pour se faire il faudra bétonner près de deux mille hectares de terres agricoles, situées en zone humide. Dans un contexte de luttes locales paysannes fortes (luttes contre l'agrandissement des ex-

ploitations, liens avec les ouvrier-e-s en grève, création des Paysans en Lutte...), une association d'exploitant-e-s agricoles concerné-e-s par l'aéroport (l'ADECA) est créée, dans le but de défendre leur outil de production. Elle se battra pour continuer à installer des agriculteur-trice-s : pendant plusieurs années, ce territoire sera une des zones où il y a le plus fort taux d'installation de France.

Une vingtaine d'année plus tard, le projet bat de l'aile...: le Concorde ne se vend pas si bien que prévu et la crise économique (encore et toujours elle...) pointe le bout de son nez au milieu des années soixante-dix. L'aéroport est mis aux oubliettes, au grand dam des bétonneur-euse-s de tout poil, et on croit alors le bocage sauvé.

Le projet ressurgit au début des années 2000, avec le gouvernement socialiste de l'époque. Il s'agit cette fois de créer un nouvel aéroport à dimension internationale afin, dit-on, de soulager les aéroports de Paris et éviter le survol de Nantes pour des raisons de sécurité, bien-sûr.

La logique des décideur-euse-s est simple : s'inscrire dans une telle dynamique d'extention urbaine permettrait

d'augmenter l'attractivité territoriale de la ville de Nantes et de sa région, de créer des pôles de compétitivité, générer de l'innovation, indispensables pour attirer les investisseurs... Pour cela, il faut développer l'offre de transports, créer des zones industrielles et commerciales et les emplois qui vont avec, accroître la population et, au final, envisager une métropole d'une centaine de kilomètres qui relierait Nantes à Saint Nazaire, à grand renfort d'autoroutes, de périphériques, de TGV... Dans une telle logique de développement urbain, l'aéroport est un des éléments permettant à la région de devenir un lieu de transit incontournable, tant pour les marchandises et les capitaux que pour les voyageurs.

Pour rendre acceptable ce projet de destruction écologique massive le promoteur du projet, le groupe Vinci, a trouvé une parade digne de figurer dans le bétisier du développement durable : l'aéroport sera à « Haute Qualité Environnementale ». Les lois sur les mesures écologiques compensatoires seront respectées, mais ce n'est pas tout : l'aéroport aura aussi son AMAP, il y aura des panneaux solaires sur les toits des bâtiments, et probablement même des plantes vertes dans le hall d'accueil des passagers...

Pourtant face à cette logique capitaliste, des voix se lèvent. Le projet à peine ressorti des tiroirs, l'ADECA se remobilise, de nouvelles associations sont créées tel que l'ACIPA réunissant des citoyens opposés au projet, les « citoyens vigilants », le collectif des « habitants qui résistent » ou encore la Coordination des opposants à l'aéroport qui fédère une quarantaine d'associations et collectifs de divers horizons...

OCCUPATION DE LA ZAD

En 2007, à l'occasion d'un pique-nique entre opposant-e-s à ce projet, l'idée apparaît de mêler lutte contre l'aéroport et lutte pour l'accès au logement. Le Conseil Général a en effet racheté plusieurs terrains et maisons en vue de la construction du futur aéroport, et les a laissés à l'abandon depuis. Une première maison est ainsi occupée.

Deux ans plus tard une Semaine de la Résistance ainsi qu'un Camp Action Climat sur cette Zone d'Aménagement Différé (ZAD), devenue depuis « Zone A Défendre », sont organisés et accueillent plusieurs centaines de personnes. Un appel à occuper les terrains et maisons vides est alors lancé et relayé dans certains milieux militants. L'idée est, entre autres, de réinvestir cette zone qu'elles veulent vider afin de facilement l'engloutir sous le béton, d'être sur le terrain pour mener des actions, pouvoir réagir lors de travaux. L'occupation illégale des lieux est ainsi considérée comme un outil de lutte, d'action directe, qui complète l'action de ceux qui optent pour d'autres formes de luttes sur les terrains juridique, administratif ou encore médiatique.

Aujourd'hui on dénombre sur la ZAD environ 25 lieux occupés : maisons, cabanes dans les prés ou dans les arbres, camions et autres installations, et ce n'est pas fini ! Des gens rejoignent cette lutte où se retrouvent et peuvent se concrétiser de nombreux combats contre le monde qui crée ce type de projets absurdes : contre le capitalisme et son extension, contre l'urbanisation, contre l'autoritarisme de ces décisions, contre le réchauffement climatique, contre les inégalités sociales, contre toutes les formes de pouvoir, contre la disparition d'espèces et d'es-

paces, contre l'aménagement de nos villes et le contrôle nos vies, etc. C'est aussi un moyen de mettre en pratique des idées, de nourrir des réflexions, et de le faire en lien avec des gens qui vivent et luttent ici depuis de nombreuses années, avec qui on ne partage pas toujours les mêmes analyses politiques ou les stratégies, mais avec qui on voit de l'intérêt à agir ensemble.

Cette zone d'occupation est aussi naturellement un lieu de passage, de rencontres de camarades qui portent d'autres luttes ailleurs, avec qui créer des liens. On y croise ainsi régulièrement des militant·e·s de Val de Suza qui luttent contre la ligne TGV Lyon-Turin, des ami·e·s parti·e·s à la rencontre de mouvements de paysan·ne·s sans terre en Amérique du Sud, des jardinier·e·s urbain·e·s en lutte contre des projets de bétonnage de terres agricoles urbaines ou encore des camarades qui viennent donner des nouvelles de leur squat en ville.

LA FERME DU SABOT

Octobre 2010 : Les premières rencontres francophones du réseau RtF ont lieu à Dijon, à l'espace autogéré des Tanneries. Plusieurs occupant·e·s de la ZAD sont au rendez-vous et présentent leur lutte, le projet d'aéroport, leur vie sur place. Au terme de ces discussions l'idée est avancée que ceux qui le souhaitent passent voir d'eux-mêmes ce qui se passe sur cette zone. Ce sera chose faite en février, où des militant·e·s de RtF se retrouvent sur la ZAD autour des problématiques de l'accès à la terre et afin de réfléchir à une manière de soutenir la lutte contre l'aéroport et l'urbanisation galopante, voire de la rejoindre. Un collectif se constitue avec l'idée de reprendre une friche pour y faire du maraîchage.

C'est ainsi que naît l'idée de la « manif du 7 mai » : il s'agit là, par une manifestation « fourche en main », de se réapproprier collectivement une parcelle appartenant au Conseil Général afin de permettre l'installation du Sabot.

Pour une histoire plus détaillée de la manifestation, consulter le bulletin n°4.

Un des objectifs majeurs de cette manifestation est de faire de cette réappropriation de terre — intrinsèquement illégale — une action de masse, qui soit collective et fédératrice, où chaque composante de la lutte puisse se retrouver et agir ensemble : les militant·e·s écologistes radicaux·ales avec les paysan·ne·s du coin, les squateur·euse·s néo-rurales avec les familles des bourgs environnants... Bien-sûr, le côté symbolique de prendre des terres et leur donner un usage agricole plutôt qu'aéroportuaire pour s'opposer aux appétits voraces du capitalisme, a aussi son importance.

Pour la première fois sur cette zone, une occupation s'est faite de manière visible, annoncée, et en nombre. Cette invitation à défricher a dévoilé une possibilité : celle de pouvoir réunir au cours d'une action les forces d'oppositions diverses en dehors des cadres prévus par la loi. Et on sent que les personnes qui ont participé à cette ouverture vont avoir à cœur de la soutenir, et de la défendre si besoin : un bon moyen d'impliquer et de partager la responsabilité de l'avenir de ce lieu. L'enthousiasme général laisse augurer de nouvelles actions de ce type...

Depuis le 7 mai, le collectif du Sabot travaille cette terre, avec l'appui précieux de nombreuses personnes du coin : un voisin a creusé un forage pour permettre l'approvisionnement en eau, un autre

prête son tracteur et sa motopompe, un paysan a aidé à préparer la terre... Beaucoup de débrouilles également pour concrétiser cette aventure : installation de panneaux solaires, récupération de matériel (serre, goutte-à-goutte, tunnels nantais...). Et puis les semis qui avaient été préparés en prévision de cette installation ont été repiqués et, petit à petit, après de longues semaines de patience et d'acharnement, tomates, courgettes, salades, fenouils, bettes, pastèques et autres carottes ont pointé le bout de leurs nez.

LÀ OÙ IL Y A DE LA LUTTE, IL Y A DES LÉGUMES ! (ET RÉCIPROQUEMENT ?)

Si le Sabot participe, de fait, à une relative autonomie alimentaire des occupant-e-s et s'est constitué aussi pour permettre aux personnes du collectif de s'auto-former sur le tas, il se veut d'abord un outil de lutte. L'étal de légumes est ainsi conçu comme support pour discuter : deux soirs par semaines sur place et tous les dimanches sur la place du village, le Sabot propose ses légumes aux habitant-e-s des environs, aux gens de passage et essaye d'en profiter pour parler du projet d'aéroport, de ce qu'il se passe sur la ZAD, de la lutte et de ses enjeux politiques, voire d'y impliquer du monde. Les permanences sur place sont aussi un moyen de faciliter les liens entre squatteur-euse-s et habitant-e-s qui ont ainsi une occasion de passer sur les lieux venir chercher des légumes, tout comme illes peuvent à quelques pas de là chercher du pain, pétrir et cuire par le boulanger squatteur des « 100 chênes ». Ces lieux ouverts au passage rendent visibles les occupations et leurs significations. Enfin, parler récoltes et météo peut aussi être un moyen de faire un pont entre le monde

rural et les occupant-e-s en lutte contre l'aéroport, même si les relations avec les paysan-ne-s et les organisations paysannes restent encore à développer.

Une autre manière de « nourrir la lutte » est de fournir différentes cuisines des lieux occupés de la ZAD, et d'essayer de fournir des légumes pour d'autres, comme ça a été le cas pour des rencontres avec différents collectifs, pour ravitailler la cuisine du camp anti-G8/G20 de cet été ou encore le récent camp anti-nucléaire de Valognes. À l'avenir nous espérons renforcer encore ce lien avec les autres luttes.

Parce que se nourrir doit être accessible à tou-te-s, et que le Sabot ne souhaite pas être dans des logiques marchandes, il a été décidé de proposer ces légumes à prix libre : l'argent ainsi collecté est utilisé pour soutenir le projet et lui permettre de durer : achats de semences, de matériel, etc.

Ce système n'est pas sans poser question. Par exemple, il ne permet pas forcément aux occupant-e-s de la ZAD de se sentir à l'aise avec l'idée de prendre parfois des légumes au Sabot sans contrepartie (ce qui est pourtant un des principes de base du prix libre) et les pratiques de récup' de légumes de supermarché ne diminuent que partiellement. De même, cette pratique du prix libre n'évoque pas grand chose aux habitant-e-s des environs, qui préfèrent qu'on leur donne un prix fixe à payer, même s'illes en ignorent la signification : on a déjà du mal à justifier le prix de carottes par rapport au temps de travail qu'y passe un-e maraicher-e « classique » et au salaire qu'elle gagne, alors, quel est le prix juste d'un kilogramme de carottes pour

qui n'entre pas dans une logique de marché, un mode de production qui s'évalue en terme de pertes et profits sonnants et trébuchants ?

Aujourd'hui, après une saison de maraîchage, le Sabot est à l'heure du bilan, tout en préparant la prochaine saison.

Ce terrain constitue un lieu particulier, porteur d'un projet collectif spécifique : il considère d'abord la production agricole comme un outil de lutte, au sein d'un ensemble plus vaste de lieux occupés et d'un collectif de luttes plus grand.

Cela pose donc la question de sa place dans la lutte :

– Cet outil est-il pertinent au regard du temps qu'on lui consacre ?

– Ou celle du risque de reproduire des logiques de spécialisation sur la ZAD ? Faut-il que des gens passent toutes leurs journées à semer des navets pendant que d'autres réunissent ? Comment permettre à chacun-e de prendre le temps d'avoir d'autres activités ?)

– Comment se servir efficacement de la spécificité agricole pour avoir un impact dans cette lutte ?

D'autres questions se posent sur la visibilité effective de ce lieu (quel rapport aux médias, quel impact ?...) ou encore sur l'image de « bons squatteur-euse-s travailleur-euse-s et méritant-e-s » que peuvent véhiculer les saboteur-euse-s à leurs corps défendants. Il faut donc souvent lutter contre les a priori dont peuvent être victimes d'autres occupant-e-s non-agricoles : passer des nuits blanches pour finir un tract, faire des réunions — parfois interminables — pour préparer une action, prendre le temps de comprendre dans quel monde on vit ou encore participer à un chantier collectif

sont des actions souvent moins visibles que de cultiver un jardin d'un hectare...

Et puis aussi la question de la viabilité d'un tel projet sans allocations sociales (chômage, RSA...) ou encore celle de la mise en place d'outils organisationnels plus efficaces...

Enfin, arriver à concilier une activité de maraîchage (qui demande à priori une planification à moyen terme) avec la précarité de la situation d'occupation reste un des défis à relever de cette installation agricole un peu « rock'n'roll »...

Finalement, cette mise en pratiques d'idées nous a permis de nous montrer qu'une installation agricole rapide, dans un contexte de lutte et avec peu de moyens est possible, sitôt que du lien est créé en amont, qu'on cherche à rassembler plutôt qu'à diviser, que sa réalisation est pensée avec les individus et collectifs déjà présents sur place, avec un peu d'espoir et une bonne dose de solidarité. Même si elle n'est pas reproductible telle quelle, et qu'elle continue à nous poser de nombreuses questions, l'occupation agricole peut être un outil intéressant à envisager dans la résistance contre l'artificialisation des terres et l'urbanisation.

POUR PLUS D'INFOS

<http://zad.nadir.org/>, le site des occupant-e-s de la ZAD.

<http://acipa.free.fr/>, le site de l'association citoyenne intercommunale des populations concernées par le projet d'aéroport.



COMPTE-RENDU DES 2EMES RENCONTRES FRANCOPHONES

Presque 70 personnes se sont réunies à Kraken début novembre pour les 2ème rencontres francophones de RtF.

Un tour de présentation a montré qu'un certain nombre venait pour découvrir RtF et ce qu'il y a derrière et d'autres pour continuer à avancer sur des projets déjà engagés, que certain-e-s avaient déjà des activités agricoles collectives, d'autres des projets qui font rêver, que les jardinier-e-s des villes étaient présent-e-s aussi, ainsi que les squatteur-euse-s de terrain de fac, et les partageur-euse-s de rûchers, qu'il y avait aussi des wwoofeu-se-s, des compagnon-ne-s du réseau REPAS (Réseau d'Echanges et de Pratiques Alternatives et Solidaires), des constructeurs terre-paille, des producteurs de cidre, et même des journalistes de CQFD... Et que les attentes par rapport à ces rencontres étaient aussi diverses que les gens qui s'y trouvaient avec entre autre, les questions des installations collectives, des luttes foncières et contre la spéculation, des liens à faire avec d'autres luttes, avec les « quartiers », de la destruction du capitalisme, des rapports de genre, des autres aspects de la production agricole : vêtements, matériaux de construction, etc.

Le réseau RtF a été présenté comme une « voix » des agricultures vivrières, collectives, non-marchandes, et pour l'accès à la terre, comme un espace pour les « agri-

colo-alterno-autonomes ». Personne ne sait exactement ce que sont ou doivent être les groupes locaux, il y aurait plutôt des dynamiques locales, sur des événements, des lieux.

Quelques étoiles de la constellation RtF se sont présentées ou ont donné de leurs nouvelles : une ancienne colonie de vacances rachetée collectivement pour des projets divers et variés (dont des chantiers non-mixtes de construction, de la menuiserie, un lieu d'accueil de réseaux militants, de vacances autogérées, etc.), des projets collectifs en construction autour d'activités agricoles, de militantisme et d'accueil, une ferme collective à statut associatif, les jardins occupés de Dijon et Genève...

COMPTE-RENDU DES COMMISSIONS

Au cours du week-end, il y a eu la présentation des commissions existantes et de celles qui voulaient se créer, puis des discussions au sein de chacune de ces commissions, et un retour en grand groupe. L'accès à la terre, les semences, le réseau de fermes de formation ont été évoqués, et les projets avancent ou tentent d'avancer.

Une partie du week-end a été consacrée à la réflexion autour de nos moyens de communication, externe (Internet, bulletins et création d'un bulletin francophone, création d'un tract, etc.) et interne (liste de diffusion).

Une réflexion collective a aussi été menée sur nos modes de communication pendant des assemblées de ce type, notamment après un tour de parole fastidieux sur les envies des un-e-s et des autres vis à vis des commissions proposées et de thématiques à discuter. Quelques idées d'outils existants ont été rappelés pour les prochaines fois, pour permettre des discussions constructives et pas trop lourdes à supporter quand on est nombreux-x. Tout en reconnaissant qu'il y a toujours des enjeux de pouvoir dans les débats et la prise de parole, et en restant humble quand à nos capacités à les dépasser seulement parce qu'on en a conscience, il apparaît comme évident de penser la forme des échanges en amont de la discussion, et de les proposer en début de rencontres, pour permettre de les discuter et questionner avant de les utiliser. L'attention à la mixité dans les rôles (d'animation par exemple), dans les discussions, l'utilisation de moyens d'expression non-verbaux (tableau d'expression, boîte à idées, etc.), des temps de discussion de ressentis ont par exemple été évoqués.

QUESTIONS DE GENRE EN MILIEU AGRICOLES

Lundi matin a eu lieu un atelier discussion autour des questions de genre dans le milieu agricole. Il y avait une petite vingtaine de participant-e-s dont la moitié de personnes socialisées hommes. Après une discussion sur le terme « genre » où

on s'est mis-es d'accord sur une définition, des événements ou anecdotes vécus ayant trait à un comportement sexiste ou une situation de domination genrée ont servi à alimenter une réflexion collective sur 'pourquoi ça s'est passé comme ça' et 'comment les choses auraient pu se passer différemment'.

Plusieurs pistes de réflexions ont été soulevées, par exemple autour de l'écoute :

- Comment accompagner les personnes victimes d'agression, Comment faire se positionner un milieu ou un réseau donné par rapport à des situation problématiques (violences) ?

- Et plus généralement, comment encourager l'écoute et limiter l'affrontement dans les discussions et prises de parole ?

- Comment encourager la confiance en soi, la bienveillance et l'attention à l'autre, sans tomber dans une "domination" de la bienveillance qui pourrait paralyser les débats en voulant à tout prix éviter les conflits ?

Il a été question de reconnaissance des ressentis, d'empathie et de vigilance comme de propositions plus concrètes comme la possibilité de dortoirs non-mixtes, des temps de discussion en non-mixité, l'attention à la répartition des rôles pendant des rencontres, l'importance d'avoir une position collective ferme sur l'écoute et la reconnaissance des ressentis et témoignages de personnes ayant vécu des agressions sexistes.

Un autre axe de discussion sur la question de genre en milieu agricole a été le rapport aux techniques, aux machines, etc. et les questions de transmission de savoirs de manière constructive, d'approche basée non sur la performance et la productivité, mais l'expérimentation et

l'apprentissage de chacun-e.

Pour conclure, on a rappelé l'importance de porter cette question au sein de RtF, mais aussi d'avoir une position claire vers l'extérieur contre ces formes de domination (écriture de textes, autoformation par des lectures, etc.)

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Une discussion en grand groupe a eu lieu autour d'un texte proposé suite au forum sur la souveraineté alimentaire, qui questionne entre autre l'idée de peuple, de souveraineté, de démocratie.

Rappel du contexte

Le Forum Européen sur la Souveraineté Alimentaire qui a eu lieu en Autriche cet été, était organisé par Via Campesina et ATTAC Europe ; plus de 350 organisations de 35 pays (organisations paysannes, AMAPS, mouvements activistes, associations environnementalistes, etc.) y sont venues.

Le forum était intéressant par la diversité des organisations présentes, par les liens Est/Ouest qui ont pu s'y créer, et par la réflexion sur la méthodologie utilisée (portée par les nouveaux "animateur-trice-s" de ces réseaux) même si la forme "forum" très cadrée ne permet pas de sortir avec des perspectives concrètes.

A partir d'un travail autour de ce que signifie souveraineté alimentaire, des retours en groupes, d'une synthèse des idées puis d'une rediscussion de ces termes par "origines géographiques" (pour une compréhension et une validation par rapport à des contextes différents, notamment politiques), un texte commun a été élaboré. Les discussions étaient intéressantes même si le document final est assez consensuel, et qu'il n'y a pas eu

véritablement de réflexions sur l'usage de ce texte: à qui il s'adresse, quelles suites lui donner, etc.

La souveraineté alimentaire est un terme utilisé en réponse au terme de sécurité alimentaire, utilisé par les associations développementistes, et même si elle pose de nombreuses questions (voir plus loin), il semblait assez important qu'il y ait des gens du réseau à ces rencontres. RtF n'était pas signataire de l'appel, ni du texte final, mais une trentaine de personnes (dont des gens qui participaient à l'organisation et l'intendance) y étaient. Cela peut poser quelques questions sur le fait d'être présent sans être représenté (ou représentatif), et sur une tendance de RtF à vouloir rester en dehors tout le temps, ou à trouver que ce n'est pas assez "pur"?

Réflexions en vrac

– Nourrir le peuple ? Quel peuple ? Est ce qu'on peut parler de souveraineté alimentaire, quand la production alimentaire dépend de 2-3 % de la population ?

– La question du comment on produit (bio, local, etc.) ne suffit pas pour réfléchir le monde : il faut s'interroger sur pour qui on produit ? Qu'est ce que ça cautionne, si les modes de vie, les politiques sont en désaccord avec ce qu'on veut ? Bosser pour nourrir des bobos ? Approvisionner des luttes sociales plutôt que tout le monde ? On est dans un monde de production choisie, alors pourquoi pas aussi de distribution choisie ?

– Quelle est la signification du prix de l'alimentation : par rapport au travail demandé, par rapport à l'accessibilité, etc. Quel rapport à la vente ? Ne pas forcément vouloir tout sortir des rapports marchands, parce que ce n'est pas possible dans ce monde là, mais que au

moins la question se pose, qu'elle existe dans les expériences de production qu'on fait (sans être dans une recherche de purisme), arriver à dépasser les limites consommation/production...

Pistes et suites

Le débat sur la position de RtF par rapport à cette notion de souveraineté alimentaire pose la question des liens qu'on veut avoir avec les organisations qui participent à ces rencontres, même si ça ne semble pas évident d'être clair dessus tant qu'on n'est pas clair-e-s entre nous. Il semble plus facile de faire des choses avec d'autres sur des thématiques, des actions concrètes, des attirances "ponctuelles" que sur de grands principes.

Mais cette question de la Souveraineté Alimentaire peut quand même être un moyen d'approfondir les réflexions communes de RtF, de développer un imaginaire commun, de développer des réflexions spécifiques (par exemple sur le rapport aux normes, à la traçabilité, à l'agriculture non-marchande, etc.). Le texte apparaît plus comme un prétexte à affiner des réflexions et des positions : il a été proposé qu'il soit rediscuté par un groupe ensuite, pour en faire un texte plus précis que la présentation du "RtF qui sommes nous", ou pour être un "qui sommes-nous francophone".

Se définir, préciser ses positions ne doit pas entraîner une fermeture (ne pas être excluante ou moralisateur) mais essayer d'enrichir les débats par une nouvelle compréhension, de peaufiner les directions dans lesquelles on veut se projeter. Quelle est la consistance politique de ce qu'on brasse ? Est ce qu'on se réunit autour de mots ouverts, larges, consensuels, ou est ce qu'on a une ligne politique claire ? Est ce que l'intérêt du

réseau RtF ne réside pas plus dans ces rencontres et forums que dans l'idée d'avoir des positions et des avancées communes ?

BILAN DU WEEK-END

Plein de nouvelles-eaux intéressé-e-s par les questions soulevées par RtF, ça c'est chouette !

Par contre, ça demande de réfléchir sérieusement à comment se structurent des rencontres de ce type, entre temps de "découverte" du réseau et temps d'organisation. Ce n'est pas possible de demander à des personnes qui viennent tout juste de rencontrer le réseau leurs avis sur des commissions ou des fonctionnements en cours, et en même temps, ces rencontres étaient pour la plupart des commissions l'occasion de se retrouver pour faire avancer des choses ce qui a engendré quelques frustrations de part et d'autres.

Pour répondre à ça, quelques pistes ont été évoquées : augmenter la durée des rencontres (faire un « camp francophone » ?), distinguer les thématiques de réflexion, "évolutives" (par exemple, la propriété, la traçabilité, les semences, etc.) et les temps d'organisation, prévoir des temps d'accueil, et d'infos sur les différents groupes constitués, des temps de réflexion sur l'identité du réseau, etc.

A essayer aux prochaines rencontres ! (encore non définies)

CONSTRUCTION D'UNE CENTRALE NUCLÉAIRE EN BIÉLORUSSIE

La république de Biélorussie est l'endroit qui a le plus été affecté par la catastrophe de Tchernobyl il y a de cela vingt cinq ans. Une grande partie des personnes souffrent toujours de problèmes de santé, beaucoup de personnes sont mortes prématurément et chaque année il y a des manifestations pour se remémorer la catastrophe. Cependant, le président "élu" Lakushenko, qui est au pouvoir depuis la chute de l'Union Soviétique, et son gouvernement font de plus en plus de prisonnier.e.s politiques depuis qu'il.le.s ont décidé il y a quelques années de construire la première centrale nucléaire biélorusse, pour des raisons économiques.

Sa construction a débuté fin 2011 avec le soutien financier de l'économie

russe et n'a rencontré qu'une faible opposition. D'un côté on a les promesses habituelles de "nouveaux emplois" pour lutter contre la pauvreté, de l'autre personne n'ose s'opposer en public à quelque projet émanant du régime que ce soit. Et comme cela s'est vu en décembre 2010 pour les dernières élections le chemin vers la prison est court et direct pour celles et ceux sur qui il y a le moindre doute quand à leur la loyauté politique au gang de tête. Malgré tout des personnes parlent contre l'injustice et essayent d'informer les autres sur les manières de changer la société. Le cas n'est pas très connu du public et on a besoin de solidarité et de personnes anti-autoritaires en Biélorussie.

CONTACT

- <http://abc-belarus.org/?lang=en>
- <http://belarusantiatom.info/>

PLUS D'INFO

- <http://charterg7.org/en/news/atom> (en anglais)
- <http://a3yo.noblogs.org/post/2011/04/24/antiatom-widerstand-in-belarus-flyer-anlasslich-25-jahre-tschernobyl/> (en allemand)



LE PROGRAMME DE BARRAGES HYDROÉLECTRIQUES AU PORTUGAL

L'impulsion pour électrifier le Portugal est venue dans les années 60 et 70 lorsque le régime fasciste a mis en place un développement industriel qui a imposé une réorganisation sociale et territoriale de l'usage de la terre, celle-ci déstabilisant les identités rurales avec une violence sans précédent.

Les productions d'énergie locales ont été nationalisées via EDP (Electricité du Portugal) qui a acquis le monopole de la production, du transport et de la distribution de l'énergie et a commencé à développer l'infrastructure hydroélectrique, construisant plus de 150 barrages jusque dans les campagnes les plus reculées. L'entrée du Portugal dans la CEE en 1986 a lâché la bride à un très important processus de développement économique, avec une modernisation rapide, une expansion industrielle et une productivité accrue en agriculture, tandis que ces changements dans l'usage de la terre ont conduit à un exode rural croissant et prononcé. Dans les années 90 il.le.s ont commencé à privatiser la compagnie au profit d'une pléiade d'investisseur.euse.s et la privatisation totale est arrivée en janvier dernier - le plus gros actionnaire de EDP étant dorénavant l'entreprise chinoise à l'origine du barrage

des Trois Gorges. Les plus gros barrages sont situés dans les parties les plus pauvres du pays, très peu ont engendré un développement significatif, et certains ont rencontré une grande résistance.

LE CAS DE VILARINHO DA FURNA

La première bataille emblématique a été perdue en 1972 quand un petit village de la Serra do Gerês, une magnifique région sauvage de parcs naturels, a été déplacé et submergé. Ce village a été inscrit dans les livres d'histoire après qu'une équipe d'ethnographes l'ait considéré comme le témoignage exemplaire d'un mode de vie communautaire presque oublié sur ces terres, consistant en un ancien système organisationnel où la propriété privée existait mais était complétée d'un accès égal aux terres communes, où l'organisation sociale et économique étaient liées dans le partage de la force de travail et des ressources, et où les personnes choisissaient et changeaient leurs représentant.e.s parmi elles. Il était une expression première de démocratie populaire, complètement autonome des autorités officielles.

Quand la décision centralisée est arrivée et a inondé la vallée, 57 familles ont

été forcées à se relocaliser, recevant à peine 5 escudos par mètre carré de terre perdue, maisons incluses. Il.le.s ont emmené jusqu'au tuiles de leur toit, laissant seulement des murs nus pour faire face à la montée des eaux. Le village se vante aujourd'hui d'être le premier musée sous-marin d'Europe.

LA BATAILLE DE FOZ COA

Lorsque les chantiers préparatoires de ce barrage ont commencé on a trouvé toute une collection de peintures rupestres du Paléolithique, et les propositions du genre déplacer les rochers pour les mettre dans un musée se sont frottées à une résistance pernicieuse de la part des archéologues. La campagne "Les peintures rupestres ne savent pas nager" a commencé par un camp de protestation fort de 600 personnes sur place, s'est tenue sous les auspices de la campagne électorale socialiste. Une fois élu.e.s, il.le.s ont mis un terme au barrage.

Deux paradigmes de développement opposés se rencontrent ici; une stratégie industrialiste dépendant de l'effet du barrage en tant que métabolisme économique, et une basée sur l'implémentation d'activités culturelles et locales qui valorise le patrimoine et les atouts.

Foz Coa était une victoire emblématique car il a été reconnu publiquement que la science et la culture ont une importance égale pour la croissance et le capital, ce qui était sans précédent et s'est rarement reproduit dans le domaine public depuis. Le musée et le Centre des Visiteurs ont reçu 35000 visiteurs.euse.s l'an dernier et est en passe d'être le meilleur musée d'Europe en 2012.

LE PROGRAMME NATIONAL DE BARRAGES HYDROÉLECTRIQUES

La situation actuelle avec le changement climatique et la montée des prix du pétrole a mené à des politiques favorisant la production à partir d'énergies renouvelables. Le Programme National de Barrages Hydroélectriques approuvé en 2007 a acquis le statut de "travail d'intérêt public" car il était vendu comme répondant à ces problématiques, comme énergie renouvelable, solution à la pollution, dépendance externe et stock d'énergie.

Mettons fin à l'illusion; premièrement, nous importons du pétrole pour le transport, non pour l'énergie; deuxièmement, l'expérience internationale montre que l'efficacité énergétique est de loin le meilleur investissement à faire dans l'industrie de l'énergie; troisièmement, barrer un cours d'eau est une violente altération de l'ordre naturel, provoquant de grandes pertes dans la qualité de l'environnement et l'héritage culturel et ne constitue pas une forme renouvelable d'énergie.

Le programme de barrages est aussi en conflit avec le plan d'efficacité énergétique national (PNAEE) approuvé en 2008 qui fait le vœu de réduire les dépenses de 10% en 7 ans (vœu pieu vu que le Portugal est tellement gourmand en énergie qu'en 2010 et en dépit de la crise économique la consommation a augmenté de 4,7%). Il y a aussi le fait qu'il empiète sur la législation européenne, plus précisément sur la Directive sur l'Habitat et la Directive Cadre sur l'Eau, pour produire 0,5% de consommation d'énergie brute et 3% de demande d'électricité. Des investissements économiques intéressants dans l'efficacité énergétique pourraient apporter une économie de 25% voire plus sur la

consommation actuelle avec des coûts divisés par 10. Construire de nouveaux barrages est incompatible avec une efficacité énergétique car ils entrent en compétition avec les fonds d'investissement, les primes du budget d'état, les efforts financiers des consommateurs et le travail qualifié. Construire un nouveau barrage coûte 6 fois plus cher que d'en optimiser un ancien.

Le PNBPH a été vendu comme un investissement privé alors qu'il est soutenu par un subside de l'état "énergie garantie" atteignant les 49 millions d'euros par an; les coûts de ce programme pour les citoyens sera d'environ 16000 million d'euros, 2000 euros par personne. Tout le monde paiera par l'intermédiaire des taxes et d'un projet d'augmentation des factures énergétiques de 10%.

LA SITUATION ACTUELLE

Une coalition d'ONG environnementales a fait campagne au niveau national et européen depuis que le PNBPH a été annoncé en 2007. Le barrage de Foz Tua est devenu une cible importante de la lutte car le barrage va inonder la vallée de la rivière Tua qui est classée Site d'Héritage Mondial au regard de la géomorphologie de la région, la production agricole (notamment les vignobles mondialement connus), et une ligne de chemin de fer datant du début du siècle.

La coalition a demandé un rapport indépendant de l'ICOMOS/UNESCO pour évaluer les plans du gouvernement qui disait ouvertement non seulement que ce barrage allait enlever tout caractère à la région et lui faire perdre son statut de bien universel exceptionnel, mais encore, plus important, que les mesures compensatoires étaient moins importantes

que de considérer si oui ou non le barrage devait être construit. Les mesures compensatoires proposées incluent de mettre à contribution un architecte primé pour contribuer à minimiser son impact visuel. Les barrages ont été un prétexte idéologique pour une construction à grande échelle, un symbole de l'ineptie du développement économique mené au siècle dernier, cause d'un exode rural compulsif, d'abandon de terre et de perte d'habitats durables.

C'est à nous d'exposer la nature obsoleté de ces idées. Il n'y a pas plus éloigné de la réponse aux problèmes économiques et sociaux de notre temps qu'un grand mur de ciment. Nous devons leur faire comprendre que leurs intérêts vont à l'encontre de nos valeurs.

Il existe une campagne persistante menée par des groupes formels et informels de résidents locaux, des citoyens conservateurs et outragés, pour restaurer la vérité en la matière au sein de l'opinion publique, et pour travailler à un futur différent pour la région de Trás-os-Montes. Parmi les actions proposées pour l'année à venir, continuer les manifestations à Lisbonne et préparer une caravane de la solidarité qui passera par les villages de la vallée et qui culminera en un camp, pour célébrer la région, son peuple, la rivière sauvage.

PLUS D'INFO / S'IMPLIQUER

ariana@gaia.org.pt



LUTTES CONTRE LES MINES DE GUIVRE ET DE MOLYBDÈNE EN TURQUIE

« Les élèves de l'école élémentaire de Tepeoba se sont rendu.e.s à la première mine en Turquie dotée de la technologie de traitement du molybdène. Les 40 élèves de Tepeoba, village de 500 habitants, ont planté avec leurs enseignant.e.s et l'équipe technique de la mine 500 plantes pour couvrir le sol et 150 arbres fruitiers. Le directeur de l'école trouve très intéressantes les actions de ce type car elles développent la conscience écologique des enfants et leur permettent de bien mieux percevoir et comprendre la nature. Le dîner qui a suivi à la cantine avec l'équipe technique, et les petits cadeaux devraient graver dans les mémoires ce jour inoubliable », dit le quotidien local du 8 avril 2011 sous le titre " Encouragement de la conscience écologique : nos élèves ont planté des arbres pour la première fois "

Les usines où le cuivre et le molybdène sont extraits et traités et dont je parle ici sont officiellement situées dans le nord-ouest de la Turquie, approximativement à 10km au nord de Havran, dans la province de Balikesir (dans cette région il a eu à peu près 100 permis en tout alloués pour l'exploitation de minerai). Une inquiétude générale ici est qu'il n'y ait

également en sous-main de l'extraction d'or. Le site d'exploitation acheté à l'état est constitué de forêts et s'étend sur 1,7 km². La plus grande partie de la forêt de pins noirs était une réserve ancienne et des oliveraies sont situées à moins de 1000m de là. Cela a été radicalement déforesté.

Selon la loi sur l'olive §4086/5 de l'année 1995 il est interdit de construire tout type d'usine dans les oliveraies et leur voisinage immédiat sur un rayon de 3 km, exceptées celles pour le traitement des olives. Cette loi n'a malheureusement pas été suivie. Il est donc évident que l'évaluation de l'impact environnemental a été dirigé en faveur de l'entreprise de production de minerai Özdogu Insat Tic.Ltd.Sti.

Des réactions sont venues de plusieurs côtés. Le 10 avril 2011, peu de temps après que les bâtiments de béton aient fait leur apparition un peu partout sur le site, il y a eu une première manifestation. 750 environnementalistes ont marché avec tambours et bannières, exigeant l'annulation des permis. Il.le.s ont protesté contre le gouvernement qui a alloué 4.000 permis depuis 2004, dont à peu près 30% d'investissements

étrangers. En comparaison entre les années 1932 et 2004 seuls 1500 permis ont été alloués. Après une conférence de presse, une tribune d'expression libre a été montée pour que chacun.e puisse exprimer son opinion. On a également servi du jus de raisin et du boulgour. Les enfants ont dansé des danses traditionnelles. Des représentant.e.s de tous les partis, excepté du parti au pouvoir AKP, étaient présent.e.s.

Des archéologues ont exprimé leur effroi face à la destruction possible des restes de l'ancienne cité de Thèbes vieux de 4000 ans présents sur le site.

Un journal de renom a publié de bonnes nouvelles le 1er août 2011 : une mine à Tepeoba sera fermée et des fouilles sur les restes de Thèbes ont commencé. Mais aucune action n'a été engagée venant des quartiers officiels. Cela n'a pas été scientifiquement documenté, et les fouilles n'ont pas encore commencé.

Les paysan.ne.s qui cultivent l'olive, qui sont les plus touché.e.s, ont réagi les dernière.e.s. Ce n'est qu'après que beaucoup d'oliviers (plus que ce qui avait été convenu) soient abattus et que les champs soient détruits pour la mise en place de pylônes électriques et la construction de routes supplémentaires, qu'il.le.s ont intenté un procès aux autorités locales. Sans succès.

UN MOUVEMENT EUROPÉEN POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Le Forum Européen de Nyéléni pour la Souveraineté Alimentaire a eu lieu en 2011 à Krems, en Autriche, du 16 au 21 août et s'est avéré être un événement clé dans le mouvement européen pour la Souveraineté Alimentaire.

Un bol de terre, une cruche d'eau et une poignée de semences ont été données symboliquement par Ibrahima Coulibaly du Mali aux participant.e.s pour l'ouverture du Forum Européen de Nyéléni. Elle est le symbole vivant de Nyéléni, une femme malienne légendaire, paysanne et féministe. Le premier Forum mondial de Nyéléni pour la Souveraineté Alimentaire avait eu lieu quatre ans auparavant, fondé avec l'aide d'Ibrahima Coulibaly.

La déclaration de Nyéléni de 2007 statue que "nous espérons, que beaucoup de forums locaux, nationaux, régionaux et mondiaux auront lieu dans le futur". Krems a eu l'honneur de recevoir le second forum de Nyéléni, cette fois focalisé sur la région de l'Europe. "Il est important, qu'un mouvement fort se crée en Europe, ceci dû aux conséquences dramatiques qu'a le marché agricole européen actuel sur les paysan.ne.s et les autres marchés de par le monde". Cette déclaration a été faite par Ibrahima.

LE BUT DU FORUM

Et fructueux, le forum l'a été, grâce à l'aide de nombreux.se.s participant.e.s. Plus de 400 paysan.ne.s, jardinier.e.s, producteur.euse.s, environnementalistes,

représentant.e.s d'ONG et d'initiatives, activistes et scientifiques venant de 34 pays européens, 9 délégué.e.s des pays du Sud du globe, et plus de 150 personnes pour aider, interpréter, et cuisiner ont rendu possible ce forum.

Le processus de construction d'un mouvement pour la Souveraineté Alimentaire en Europe avait déjà commencé depuis des années. Même si beaucoup d'organisations avaient travaillé sur des sujets similaires, le forum visait à générer une énergie et un mouvement, à créer un système fonctionnel de coordination et à apporter le concept de Souveraineté Alimentaire dans différents cercles.

Les groupes d'organisation étaient principalement l'ECVC (Coordination Européenne Via Campesina) et leur organisation autrichienne ÖBV, de même que Les Amis de la Terre Europe, Attac et le FIAN (FoodFirst Information and Action Network). Leur but était d'intégrer au mouvement de nouvelles régions et de nouveaux secteurs. Surtout les pays du (Sud)-Est européen et les pays du Caucase qui ont filement pu participer activement, ce qui a renforcé les réseaux et la coordination des actions dans la région et en l'Europe.

UN PROGRAMME INTENSE ET COLORÉ

Le programme a consisté en de multiples sessions plénières, ainsi qu'en réunions thématiques et régionales sur certains points. Les personnes déléguées pouvaient échanger entre elles leurs expériences et compréhensions de la Souveraineté Alimentaire, discutant des obstacles et des défis, ainsi que leurs stratégies pour créer un nouveau système européen démocratique sur l'alimentation et l'agriculture. "Nous sommes convaincu.e.s que le changement dans notre système alimentaire et agricole sera le premier pas en direction d'un vaste changement dans la société" était la conclusion de la déclaration.

La Souveraineté Alimentaire n'exige pas seulement un contrôle démocratique de la production, de l'allocation et de l'accès à l'alimentation, mais elle exige également l'éradication de toutes les formes de violence, qu'elle soit sexiste, raciste ou de classe. Une réunion des femmes était organisée le premier jour du forum et a permis aux déléguées de discuter à propos de la perpétuelle position désavantageuse des femmes dans l'agriculture, ainsi que de souligner l'importance de la lutte contre le patriarcat.

D'autres activités ont aussi été organisées, comme par exemple les "misticas" générées par la communauté du petit matin, un jour de balade à travers champs avec escalade et visite à des fermes locales, une procession bruyante à travers la ville, ainsi qu'un marché aux idées, sur la place du marché de Krems, où des initiatives autrichiennes et européennes ainsi que leurs idées se sont présentées au public. Entre un échange de semences et une montagne de nourriture récupérée dans les poubelles d'un supermarché local, ou encore une scène

bigarrée avec théâtre et musique, le forum a offert une grande diversité d'idées et de possibles mises en oeuvre de la Souveraineté Alimentaire pour les personnes de la région de Krems.

Les repas partagés formaient aussi une part importante du forum, où un groupe de cuisine populaire a magnifiquement cuisiné des menus régionaux, bios et végétariens en très grosse quantité et au final, les participant.e.s ont pu apprécier un super programme de soirées. Ce moment laissait place à des échanges et créations de liens informels, ce qui n'était pas possible la plupart du temps dans les réunions officielles.

En plus de la mise en réseau, un des résultats du forum a été la déclaration, où des problèmes concrets concernant l'Europe ont été soulevés et où des stratégies ont été développées pour un nouveau système d'accès à l'alimentation, agricole et social qui pourrait être partagé dans différents cercles politiques, organisations et institutions. Les différentes régions ont également présenté leur plan d'action concret. Pour l'Europe deux jours ont été arrêtés pour l'activisme : le jour mondial de l'alimentation le 16 octobre et le jour des luttes paysannes le 17 avril.

Pour que les collaborations et stratégies créées au forum de Nyéléni soient fructueuses et pour l'émergence d'un mouvement fort, un travail continu est nécessaire, surtout après le forum. Pour certain.e.s le forum de Nyéléni s'est avéré être un événement clé dans le mouvement européen pour la Souveraineté Alimentaire. La question de savoir comment ce mouvement va affecter le monde à venir est excitante, et reste sans réponse.

<http://www.nyelenieurope.net/>

DEUX CHANSONS SUR LES DIGGERS

Les Diggers étaient un groupe de protestants agraires communistes anglais, fondé par Gerrard Winstanley en 1649. Il.le.s ont tenté de réformer l'ordre social existant avec un mode de vie agraire basé sur leurs idées de création de petites communautés égalitaires.

THE DIGGERS' SONG, XVIIÈ SIÈCLE

Dm A7 Dm
You noble diggers all stand up now, stand up now
You noble diggers all stand up now
F
The wasteland to maintain
C
Sin cavaliers by name
Dm
Your digging does maintain
A7
And persons all defame
Dm A7 Dm
Stand up now, stand up now



Your houses they tear down stand up now, stand up now
Your houses they tear down, stand up now
Your houses they tear down
To fright your men in town
But the gentry must come down
And the poor shall wear the crown
Stand up now diggers all

With spades and hoes and plows stand up now, stand up now
With spades and hoes and plows, stand up now
Your freedom to uphold
Sin cavaliers are bold
To kill you if they could
And rights from you to hold
Stand up now diggers all

The gentry are all round stand up now, stand up now
The gentry are all round stand up now
The gentry are all round
On each side they are found
Their vision so profound
To cheat us of our ground
Stand up now stand up now

The clergy they come in stand up now, stand up now
The clergy they come in stand up now
The clergy they come in
And say it is a sin
That we should now begin
Our freedom's for to win
Stand up now diggers all

The lawyers they conjoin stand up now, stand up now
The lawyers they conjoin stand up now
To arrest us they advise,
Such fury they devise,
The devil in them lies
And hath blinded both their eyes
Stand up now, stand up now

'Gainst lawyers and 'gainst priests stand up now, stand up now
'Gainst lawyers and 'gainst priests stand up now
For tyrants they are both,
Even flat against their oath
To grant us they are loathe
Our meat and drink and cloth
Stand up now diggers all

Stand up now diggers all!

Une version enregistrée par Chumbawamba est disponible sur YouTube:

<https://youtu.be/OA4FTIz2Zrw>

They make the laws
To chain us well
The clergy dazzle us with heaven
Or they damn us into hell
We will not worship
The God they serve
The God of greed who feed the rich
While poor folk starve

From the men of property
The orders came
They sent the hired men and troopers
To wipe out the Diggers' claim
Tear down their cottages
Destroy their corn
They were dispersed
But still the vision lingers on

We work we eat together
We need no swords
We will not bow to the masters
Or pay rent to the lords
Still we are free
Though we are poor
You Diggers all stand up for glory
Stand up now

You poor take courage
You rich take care
This earth was made a common treasury
For everyone to share
All things in common
All people one
We come in peace they said
The orders came to cut them down

**"England is not a free people, till the poor that have no land,
have a free allowance to dig and labour the commons..."**
Gerard Winstanley, 1649



Une version chantée par Billy Bragg est disponible sur YouTube:

<https://youtu.be/lxW5yvpeHg4>

SORTONS DE NOS JARDINS PRIVÉS

Beyond Our Backyards (BoB, Au-delà de nos jardins privés) est un projet européen visant à favoriser la capacité des actrices et acteurs d'initiatives locales en agroécologie (permaculture, agriculture communautaire, initiatives de transition, agriculture urbaine entre autres) à étudier et s'engager dans des questions politiques et des processus à grande échelle qui ont un impact sur les initiatives agroécologiques locales (i.e. politiques sur les semences, politiques agricoles communes, lois relatives à la propriété), et dans des pratiques qui affectent ces questions politiques majeures (i.e. échanges de semences, pratiques de cultures, réseaux de solidarité, mobilisations politiques). A cet effet le projet rassemble des actrices et acteurs provenant de trois sphères d'action distinctes : institutionnel.le.s, activistes politiques et personnes développant des initiatives agroécologiques locales.

Des initiatives ayant une "identité agroécologique" s'étendent en Europe et dans le monde entier. Parmi ces initiatives on trouve des terres mises en commun, des projets de permaculture, des jardins urbains ou même des initiatives de transition. En grande partie, ces initiatives

partagent les valeurs et même les langages des mouvements écologiques et agraires du sud du globe et des mouvements sociaux anticapitalistes. Cependant, la plupart d'entre elles sont focalisées sur le travail très localisé et pratique de leur projet, ceci dû aux conditions dans lesquelles elles essayent de survivre. Cela mène (a) à minimiser le contexte politique dans lequel elles opèrent (comme le complexe agro-industriel, ses institutions de sauvegarde et son lobbyisme; ou encore le capitalisme de marché lui-même) et (b) à un mépris du contexte historique des luttes sociales et des modes alternatifs d'organisation, et de l'histoire de la pensée scientifique et politique.

L'idée du projet Beyond our Backyards est partie de l'observation d'un manque d'engagement dans ces initiatives agroécologiques locales qui s'étendent rapidement, dans les mouvements politiques et les campagnes qui traitent de sujets qui les affectent directement. Cela rend plus difficile d'interconnecter et de développer l'action collective pour s'attaquer aux problèmes communément rencontrés par ces initiatives, ce qui mène non seulement à une fragilisation grandissante, mais aussi à un manque de mouvement

social réel, capable d'affronter l'agrobusiness industriel et de changer le fonctionnement du système alimentaire mondial. Pour dépasser ce problème, le projet vise à créer un mouvement social basé sur une identité agroécologique, en rassemblant les actrices et acteurs venant des initiatives locales qui se développent et les institutions, mouvements politiques, et campagnes, y compris plusieurs initiatives qui s'inscrivent dans la constellation Reclaim the Fields (i.e. reclaim the seeds, access to land). De plus, nous espérons aussi pouvoir développer des stratégies politiques communes et des synergies avec les mouvement du Sud qui partagent le langage de l'agroécologie (telles Via Campesina ou Navdanya).

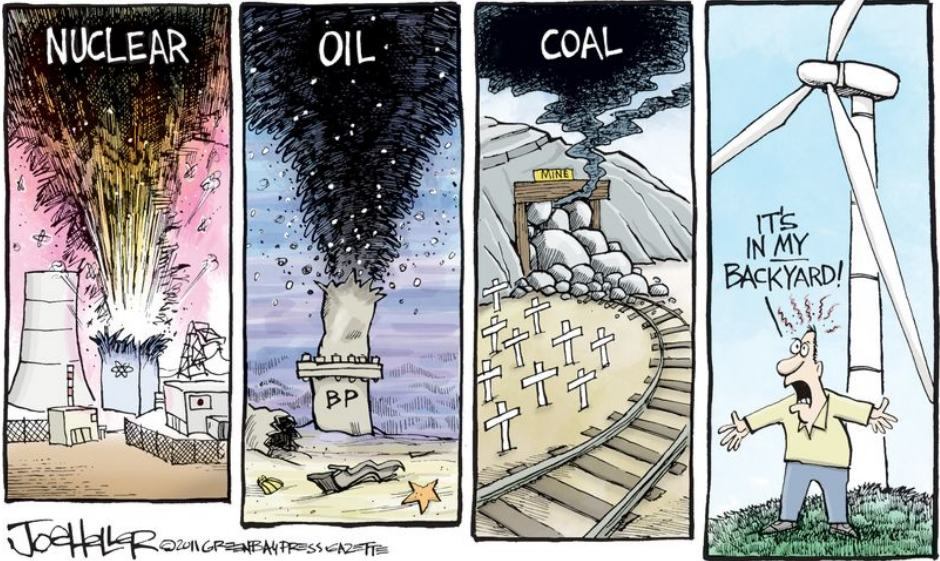
La première réunion internationale de BoB a eu lieu dans la communauté de Gastwerke, en Escherode (près de Kassel,

Allemagne) vers la fin octobre 2011. Pendant cette réunion, 30 personnes — et quelques autres "online" — ont pris part à un espace ouvert où il était possible d'approcher les différents milieux, se trouver des points et intérêts communs, et les faire converger en des fins communes. De cette réunion sont nées plusieurs initiatives qui sont en planification et développement (voir encart). Par conséquent, si de nouvelles personnes veulent participer et contribuer à ces initiatives, elles seront accueillies à bras ouverts.

Pour plus d'information sur le projet BoB, veuillez écrire à info@agroecol.eu. Plus d'information et de mises à jours seront disponibles sur le site Internet du projet.

<http://agroecol.eu/>

ARGUMENTS AGAINST-



INITIATIVES BEYOND OUR BACKYARDS EN COURS

SÉMINAIRE VALEUR DE L'ALIMENTATION

Durant ce séminaire on parlera de la valeur de l'alimentation et de son évolution au cours des siècles derniers dans nos propres sociétés ainsi que de la valeur donnée à l'alimentation dans d'autres sociétés. Nous analyserons le lien entre valeur et prix d'un point de vue philosophique et les manières d'éviter les exclusions dues à la future hausse des coûts de production alimentaire. Pour ce faire nous regarderons des expériences pratiques de projets d'agriculture communautaire, des coopératives alimentaires et des initiatives de jardinage urbain. Le séminaire sera ouvert aux personnes venant de partout en Europe. A l'exception de deux réunions "en vrai", (juin/décembre 2012) le séminaire se fera en ligne. Pour le remboursement des frais de transports vers les deux réunions des fonds, limités, seront disponibles. Les réunions auront probablement lieu en France et en Espagne. Le contenu concret du séminaire est encore ouvert et les suggestions sont très appréciées.

PLATEFORME DE RECHERCHE BoB

Plusieurs personnes se sont impliquées dans le développement d'une plateforme de recherche focalisée sur la recherche d'action, avec les objectifs suivants : rassembler de l'information sur la recherche sur les sujets liés à BoB et former des groupes de personnes intéressées pour les explorer; inspirer des recherches communes; échanger des connaissances et des expériences d'action ou de recherche activiste.

MANUEL DE COOPÉRATIVES ALIMENTAIRES

2012 est l'Année Internationale des Coopératives des Nations Unies. En tant que participant, le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) a apporté son soutien à des coopératives alimentaires locales en Pologne pour développer des outils. Une part de ces développements sera intégrée, développée et internationalisée au sein du projet BoB. La première étape pour le manuel sera une conférence/assemblée sur les coopératives alimentaires et l'agriculture communautaire les 14-15 avril à Varsovie. Les outils et le savoir rassemblés lors de la conférence seront rapportés dans la publication.

SEMENCES

Un des sujets sur lesquels les politiques nationales ou internationales affectent ou menacent le plus visiblement les pratiques agroécologiques locales est celui relatif aux semences. Au sein de BoB, nous cherchons à relier le contenu de la campagne Reclaim the Seeds aux autres groupes comme les projets d'agriculture commune, de permaculture ou de recherches, pour améliorer le potentiel de ces projets grâce à l'apprentissage politique et la recherche scientifique, et à la fois rendre les personnes qui y participent conscientes des menaces que constituent les lois actuelles et à venir sur les semences. Des développements potentiels incluent: développement de documentation sur la préservation, l'utilisation et les politiques des semences; l'intégration de questions politiques et de recherches actuelles sur la question des semences; l'organisation de séminaires, formations ou réunions.

PLATEFORME E-LEARNING

Pour soutenir le processus d'apprentissage des différentes personnes participant au réseau, nous projetons de développer une plateforme de e-learning, qui pourrait s'intégrer à un réseau social pour l'échange d'expériences et de contacts en agroécologie. Il y a déjà certains partenaires intéressés, dont la Fundació Ent (Espagne), qui fait la promotion de cours qui traitent par exemple de souveraineté alimentaire et la Bewegungsakademie (Allemagne), organisatrice de cours sur l'engagement politique dans les questions environnementales. En outre, il soutiendrait également toute initiative d'apprentissage organisée par les participant.e.s de BoB et permettrait un échange dynamique d'expériences et d'appels à la coopération.

LA PROCHAINE RÉUNION INTERNATIONALE AIDERA À CRÉER UN CENTRE DE RECHERCHE-ACTION ET DÉCROISSANCE

La prochaine réunion internationale BoB est prévue pour juin-juillet 2012 à Cerbère, dans la Catalogne française. Elle impliquerait une composante pratique pour établir des relations avec la communauté locale basées sur l'alimentation, ainsi qu'un soutien à la mise en place d'un nouveau centre de recherche-action et décroissance économique: the Can Decreix. La participation sera ouverte, avec la possibilité de demander un remboursement des frais de transport.

LUTTES ÉCOLOGIQUES EN TURQUIE

Fondée en 2007, l'Association Collective d'Écologie (EKD), entreprend un combat éco-socialiste contre les politiques anti-écologistes en Turquie. En luttant main dans la main avec les victimes, pour donner vie à un nouveau sens et au changement, c'est une responsabilité individuelle et sociale que prend ce collectif écologiste.

Il s'oppose fermement à tous les types de tendances nationalistes, militaristes, sexistes et prohibitives afin de libérer à la fois l'eau, l'air, la terre et le travail, et pour permettre à tou.te.s de vivre en paix. Par cette position, il se retrouve avec d'autres organisations sur le terrain et dans les actions, en développant des méthodes de lutte par l'organisation d'atelier participatif, forums, lecture et journées cinéma. Au niveau théorique, il construit des connaissances grâce à ses propres publications, les poursuites en justice qui ont été menées, et tente de devenir une force d'opposition légale à toute personne, institution ou entreprise qui se trouve être contre la nature et la main-d'œuvre.

La Plateforme Anti-Organismes Génétiquement Modifiés (GDOHP) a été créée en 2004 après la publication du texte « La

vie ne peut pas être brevetée » sur la sphère électronique. L'Association Collective d'Écologie fait partie de cette plateforme qui compte plus de soixante membres. Elle lutte contre les monopoles semenciers internationaux et tente d'informer les gens à propos des plantes génétiquement modifiées, qui sont trafiquées en laboratoire et lancées dans la nature par les firmes biotechnologiques. Elle délivre également des informations sur les effets négatifs de l'alimentation humaine et animale produite à partir de ces plantes, tant sur la santé que sur l'écologie et la biodiversité. Dans le cadre de ce combat, GDOHP s'est rendu dans différentes villes avec des ballons Monstre Maïs et Monstre Tomate à la main pour rencontrer les populations, en expliquant les effets nocifs des OGM à des personnes de tous les segments de la société. Avec ses politiques et ses actions, cela a porté la question des OGM sur l'agenda turc et a élevé la conscience de la population.

Une des questions rattachée aux OGM qui requiert une attention significative est celle de la biodiversité en Turquie. Malgré toutes les pertes et les mauvais traitements, la Turquie est toujours un pays riche en terme de biodiversité et

nombre d'espèces. En Turquie, environ deux mille espèces de plantes sur un total de onze mille sont des espèces endémiques que l'on ne retrouve pas ailleurs.

En Turquie, l'importance accordée à l'agriculture et l'élevage a diminué, surtout durant le processus de libéralisation après les années 1980, dans le cadre des politiques imposées par l'UE. Le processus de destruction des villages et des zones rurales conduit à un accroissement excessif de la population, spécialement dans les grandes villes, et accélère la disparition des valeurs des zones rurales. Pousser les jeunes populations rurales à migrer vers les villes pour du travail ou des études et forcer celles et ceux qui restent dans les campagnes à vendre leurs terres sont des problèmes récents en Turquie. Dès lors que les populations rurales produisent grâce à leurs propres moyens de production cela devient un problème pour les processus capitalistes, qui visent les ressources rurales avec des moyens bon marché, menant à des politiques qui obligent les ruraux à migrer. Les populations rurales encouragées à migrer vendent leurs terres à bas prix, et deviennent, cas emblématique des dynamiques capitalistes, de la main-d'œuvre bon marché dans les villes. A côté de cela, les travailleur.euse.s saisonnier.e.s qui se déplacent selon les emplois à travers la la Turquie sont transporté.e.s et travaillent dans de mauvaises conditions. Ces travailleur.euse.s, surtout des femmes, qui tentent de satisfaire leurs nécessités de base dans des conditions malsaines, contractent de sérieuses maladies à cause de l'environnement auquel il.les sont confrontées, pour tenter de survivre, et certain.e.s perdent parfois la vie.

Villes et campagnes se complètent l'une l'autre et ne peuvent être séparées. La liquidation des zones rurales sous prétexte d'harmonisation européenne, de développement, d'industrialisation ou de démocratisation cause des problèmes ingérables, des pertes massives et de grosses destructions en termes social et écologique.

Récemment la Turquie, avec sa structure sous-développée et sa mauvaise gouvernance, a été témoin de constructions accélérées d'usines et barrages hydroélectriques, de centrales thermiques et nucléaires et de prospections minières. Pour ces projets, les populations locales sont expropriées de leurs maisons et de leurs villages ; il leur est explicitement soutenu qu'il est impossible de vivre de l'agriculture ou des méthodes de production traditionnelles. On leur demande de travailler dans de mauvaises conditions, à la construction et au fonctionnement de ces usines et d'intégrer les rouages du capitalisme. Celles et ceux qui travaillent dans ces installations sont caché.e.s du public. De plus, les compagnies qui exploitent les mines d'or au cyanure et les usines de ciment accroissent l'exploitation de la nature et du travail.

Après avoir légalement permis la construction d'usines hydroélectriques, particulièrement dans la région orientale de la Mer noire, les écosystèmes sont détruits par le changement des courants naturels des cours d'eau, les arbres sont coupés et la vie de tous les organismes de ces écosystèmes sont mis en danger.

Malgré toutes les réactions des locaux contre ces usines hydroélectriques, plus de deux mille de ces projets attendent d'être réalisés, les compagnies tentent de s'attirer les faveurs de la population en

organisant des meetings d'information. En plus de la destruction des écosystèmes forestiers par les usines hydroélectriques, celle-ci est prolongée par la loi relative à la vente de terres qui ne sont plus des forêts, dites 2B. Malgré les conséquences douloureuses du désastre nucléaire de Fukushima, le gouvernement turc ne faiblit pas dans son amour pour le nucléaire. La destruction de la nature par l'AKP[1] est dénoncée publiquement comme « projet stupide », qui inclut une ville nouvelle dans Istanbul, avec un nouveau détroit et un nouveau pont.

Écologie Collective, conscient de tout cela, est un mouvement politique et une organisation qui se concentre toujours sur la lutte organisée, croyant en la nécessité d'élever nos voix ensemble. Elle organise des actions, des festivals, des congrès ; essaye de faire entendre sa voix avec des méthodes de militantisme originales, et le plus important, tente de développer des schémas de pensée alternatifs. Pour un monde sans exploitation, dans lequel nous vivrons fraternellement, avec toute sa beauté, ses organismes et ses valeurs ; longue vie à nos combats éco-socialistes.

Deniz Zengin — Collectif Ecologie
ekolojikolektifi@yahoo.com

1 Le Parti pour la justice et le développement ou AKP (Adalet ve Kalkınma Partisi) est un parti de centre-droit, au pouvoir en Turquie depuis 2002. NDT

overgrow the government.



Pour plus d'info sur le réseau, regarde nos dernières nouvelles ou rejoins-nous dans la lutte, tu as plusieurs possibilités.

Regarde ce qui se trame sur notre site internet:

<http://www.reclaimthefields.org/>

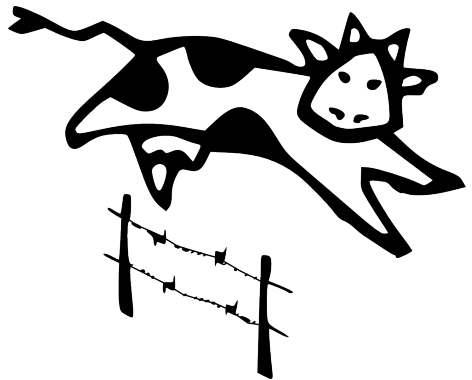
Contacte-nous par mail:

contact@reclaimthefields.org

Inscris-toi sur la mailing liste européenne:

european.general.list@lists.reclaimthefields.org

<http://lists.reclaimthefields.org/mailman/listinfo/european.general.list>



RECLAIM THE FIELDS est une constellation de jeunes paysan.ne.s, des sans-terre et des paysan.ne.s en devenir, ainsi que de personnes qui veulent retrouver le contrôle de la production alimentaire.

Notre but est d'encourager les gens à rester ou à retourner en milieu rural. Nous promovons la Souveraineté Alimentaire (définie dans la Déclaration de Nyeleni) et l'agriculture paysanne — particulièrement auprès des jeunes et des citoyen.e.s, ainsi que des modes de vie alternatifs. En Europe, le concept de « Souveraineté Alimentaire » n'est pas très commun et peut être clarifié par des idées telles que « l'autonomie alimentaire » et le contrôle des systèmes d'alimentation par les communautés au sens large, et non pas seulement les nations ou états. Nous sommes déterminé.e.s à créer des alternatives au capitalisme au travers d'initiatives et de modes de production coopératifs, collectifs, autonomes, répondant à nos besoins et à petite échelle. Nous mettons nos idées en pratique et nous associons les actions locales aux luttes politiques globales.

Les bulletins sont là pour faciliter la transmission d'information entre les étoiles de la constellation, pour partager les dernières nouvelles et l'état du processus au sein des individu.e.s ou collectifs impliqué.e.s et pour permettre à de nouvelles personnes de nous suivre et nous rejoindre, ayant à disposition les textes de base nécessaires et une histoire des débats.

Pour plus d'info, consulter notre site Internet :

<http://www.reclaimthefields.org/>